

**27 septembre 2007, Québec**

**Allocution devant la Fédération québécoise des municipalités**

Madame la ministre des Affaires municipales et des régions,

Monsieur le Président de la Fédération québécoise des municipalités,

Mesdames, Messieurs, mairesses, maires et préfets,

Ça me fait plaisir de vous retrouver tous ici dans notre capitale nationale. J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs d'entre vous cet été. Je suis allé à Notre-Dame-du-Nord, la municipalité de Maurice Rivard en Abitibi-Témiscamingue, à New Carlisle en Gaspésie j'ai rencontré Cyrus Journeau, à Saint-Ambroise au Saguenay-Lac-St-Jean j'ai été reçu par Marcel Claveau (référence aux bonbons patates), à Saint-Tite en Mauricie la municipalité de M. Reynald Perigny, à Gaspé pour supporter le maire François Roussy...

On ne lit pas ça dans les journaux à tous les jours, mais le Québec va bien. Partout, j'ai vu un Québec en progression. Regardez le Québec. Le taux de chômage est à son plus bas depuis plus de 30 ans. Malgré certaines difficultés, le chômage est en baisse dans 14 régions sur 16. La construction tourne à plein régime. L'Abitibi est en train de retrouver sa prospérité avec le développement énergétique et minier. Grâce à notre Stratégie de développement énergétique, la Gaspésie est en train de devenir un centre d'excellence nord-américain de l'énergie éolienne. On vient de terminer un deuxième appel d'offres pour 2 000 mégawatts supplémentaires, avec des règles nouvelles pour que les municipalités tirent davantage de bénéfices des projets. Le développement hydroélectrique qui se poursuit. Le chantier de la décennie vient de commencer, Eastmain 1-A Rupert. C'est des milliers d'emplois, de la Baie James à la Côte-Nord.

Depuis 2003, 57 000 personnes ont quitté l'aide sociale, c'est à peu près la population d'une ville comme Granby. Ça, ça ne s'est pas fait tout seul. On l'a fait ensemble. Les agents de développement économique qui sont responsables de ça sont dans la salle. C'est ça le Québec d'aujourd'hui, le Québec qu'on bâtit ensemble. C'est un Québec qui va bien. C'est aussi un Québec qui fait face à des défis. On fait face à deux crises qui sont nord-américaines, qui ont été déclenchées par des éléments qui sont hors de notre contrôle.

Il y a une crise dans la forêt. Oui, c'est difficile. On a mis un milliard et demi sur la table pour appuyer les communautés et les entreprises touchées. En conjuguant nos efforts, on va en sortir grandi, avec une industrie plus concurrentielle, des emplois plus solides et des communautés plus fortes. Notre agriculture est sous pression : la concurrence internationale, le développement durable, la relève, le financement. Tout ça est en discussion devant la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. On va renouveler les bases de notre agriculture.

On va traverser ces crises en mettant nos efforts en commun. Moi, je crois dans le partenariat. Je vous l'ai prouvé à de multiples reprises. Le PQ, c'était les fusions forcées. Pour le PQ, les municipalités seront toujours des créatures de l'État. Ils vous ont traité avec arrogance et condescendance. Avec l'ADQ, c'est le saut dans le vide. On ne sait jamais

véritablement à quoi s'attendre d'eux. Alors que vous demandez de la prévisibilité, l'ADQ c'est tout le contraire. C'est un parti dont la pensée évolue au gré du vent.

Avec nous, vous savez à quoi vous attendre. Respect. Partenariat. Collaboration. C'est comme ça que je travaille avec les municipalités. On en a fait du chemin ensemble depuis 2003. Le partenariat fiscal et financier (3,8 milliards \$); La nouvelle politique nationale de la ruralité (280 millions \$) qui aura notamment permis la création d'une coopérative pour les services de proximité à St-Pierre-de-Broughton et une coopérative de santé à St-Adophe-d'Howard : des projets qui font la différence dans le quotidien de votre population; L'entente sur le transfert de la taxe d'accise sur l'essence (1,3 milliard\$1); Une nouvelle Stratégie sur le développement des régions : c'est 825 millions \$ dont 90 millions qui ont été versés aux MRC afin de donner aux CLD des moyens additionnels. Une autre marque de confiance envers les élus).

Je vous ai écouté. On a conclu des ententes de 5 et même de 7 ans, pour que vous puissiez voir venir, planifier des projets et les réaliser pour le bien de vos communautés. Quand on est des partenaires, on s'engage à long terme. Nous on a livré. Parce que nous, on croit dans l'avenir des régions. On croit dans l'autonomie des régions. Nous, on a confiance dans les élus des régions. On représente les mêmes citoyens. Si la population vous fait confiance, comment le gouvernement pourrait ne pas avoir confiance en vous?

La Politique nationale de la ruralité, par exemple, 85 % de l'argent est géré chez vous. Ça, c'est de la vraie décentralisation. Ça c'est une vraie relation de partenariat entre le gouvernement et les élus régionaux.

Depuis 2003, mon gouvernement a été constant et déterminé : On a redressé les finances publiques. On a aidé les régions, baissé les impôts des Québécois, réduit les taxes qui nuisent à l'investissement des entreprises. On a fait des investissements stratégiques, dans l'énergie, dans les infrastructures, pour soutenir l'innovation. Ce sont tous ces efforts qui commencent à donner des résultats.

Maintenant, on peut aller plus loin et accélérer la création de richesse au Québec. Mon plan, c'est de créer un nouvel espace pour le Québec pour qu'on puisse mieux prospérer. Ce nouvel espace québécois, c'est d'abord un projet majeur sur la scène internationale : depuis plusieurs mois, je fais la promotion d'une entente transatlantique entre le Canada et l'Union européenne. Et en parallèle, j'ai entrepris la négociation avec la France d'une entente globale sur la reconnaissance des compétences. Notre objectif, c'est qu'un médecin, un plombier, une infirmière, un menuisier français puisse travailler au Québec. Et vice versa.

Même Bernard Landry a dit que c'était une bonne idée. Je veux que le Québec soit la grande porte d'entrée de l'Europe en Amérique. Ce nouvel espace, c'est aussi un nouvel espace de coopération et de commerce avec notre voisin, l'Ontario.

Je veux conclure dès l'an prochain une entente de libre-échange avec l'Ontario; une entente qui va sceller notre partenariat dans le domaine de l'énergie renouvelable; qui va faciliter la mobilité des travailleurs; qui va ouvrir de nouveaux marchés à nos entreprises.

Pensons au libre-échange avec les États-Unis. Pensons à l'ALÉNA. Chaque fois que nous avons choisi l'ouverture plutôt que le repli, les Québécois ont gagné. Ces projets, ça veut dire des contrats pour les entreprises des régions. Des nouveaux marchés qui deviennent accessibles. Ça veut dire plus de clients pour les entreprises québécoises et plus d'emplois pour les Québécois. Ce nouvel espace québécois, on va le faire avec vous autres et pour vous autres. Ce nouvel espace québécois, c'est un espace de travail et de développement.

Premièrement, nous allons lancer un grand chantier de rénovation de nos infrastructures, de nos hôpitaux, de nos écoles, de nos routes, de nos viaducs et de nos aqueducs. 30 milliards \$ seront investis en cinq ans. Préparons-nous : pendant les prochaines années, le Québec va connaître son plus grand chantier de construction depuis la Baie James. Et en parallèle, il y a tout le développement énergétique qui se poursuit. C'est 31 milliards \$ d'investissement. C'est gigantesque.

Deuxièmement, on va prendre les moyens pour appuyer notre secteur manufacturier. Mon gouvernement va mobiliser les acteurs du secteur manufacturier, pour adopter une stratégie globale. Moi, j'ai confiance dans la créativité et la capacité d'innovation de nos entrepreneurs et de nos travailleurs de toutes les régions. Mais ça ne s'arrête pas là.

Au début 2008, les mesures du budget de Monique Jérôme-Forget vont entrer en vigueur. Ce budget, c'est : Des baisses d'impôt pour les Québécois dès janvier 2008; Une nouvelle réduction de la taxe sur le capital pour les entreprises; Des mesures de soutien à l'innovation, en particulier pour nos PME dans vos municipalités. Au moment où s'enclenchent ces projets, nous allons passer d'une fiscalité qui pénalisait l'investissement à une fiscalité qui va le récompenser. Le Québec sera : plus concurrentiel qu'il ne l'a jamais été; plus ouvert aux investissements qu'il ne l'aura jamais été.

Et les Québécois seront les premiers à en profiter. Ils auront plus d'argent dans leurs poches. Déjà, on a le plus bas taux de chômage depuis 30 ans et avec tout ce que j'ai énuméré, on n'a pas fini de créer de la richesse. En fait, ce qui s'en vient au Québec, ce n'est pas un manque de travail, c'est un manque de travailleurs.

Je ne veux pas que des entreprises dans vos municipalités refusent des contrats parce qu'elles n'ont pas la main-d'œuvre pour les réaliser. Ça veut dire que ce nouvel espace québécois, ce sera aussi un espace de rencontre. Nous allons lever les obstacles qui nuisent à la reconnaissance des compétences et des acquis pour accueillir plus de main-d'œuvre de l'étranger, entre autres dans les régions du Québec.

Et nous allons nous engager dans la nouvelle concurrence : celle que se livrent les pays du monde pour attirer les plus brillants cerveaux. Ce nouvel espace québécois, nous le bâtissons en français et dans le respect de nos valeurs.

C'est un espace que nous ouvrirons à tous ceux qui veulent travailler, investir et réussir le Québec avec nous. Avec tous les gestes qu'on a posés ces dernières années, c'est clair que le Parti libéral du Québec, c'est le véritable partenaire des régions du Québec et des élus municipaux.

Avec mon gouvernement, vous savez à quoi vous attendre. Notre bilan est là pour le prouver et nos projets vont dans le sens d'un véritable partenariat avec les régions. C'est dans cet esprit de partenariat qu'on travaille ensemble depuis 2003. Et ça continue aujourd'hui.

Dans quelques minutes, Nathalie Normandeau et le ministre fédéral Lawrence Cannon vont annoncer une extension du programme FIMR pour le financement des infrastructures de soutien au développement local. Ce partenariat Québec-Canada-Municipalités est un succès et nous souhaitons le poursuivre.

C'est ça un gouvernement qui travaille pour les régions du Québec.